

CDDH(2026)R_EXTRA
Strasbourg, le 15 janvier 2026

**COMITÉ DIRECTEUR POUR LES DROITS HUMAINS
(CDDH)**

RAPPORT DE RÉUNION

Réunion extraordinaire

Strasbourg, 13 – 15 janvier 2026

TABLE DES MATIÈRES

Résumé

POINT 1 : OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

POINT 2 : ÉCHANGE DE VUES SUR LE MANDAT

POINT 3 : EXAMEN D'UN PROJET DE STRUCTURE

POINT 4 : DISCUSSION DES ÉVENTUELS ÉLÉMENTS D'UNE DÉCLARATION POLITIQUE

POINT 5 : ORGANISATION DES TRAVAUX FUTURS

POINT 6 : QUESTIONS DIVERSES

POINT 7 : ADOPTION DU RAPPORT DE RÉUNION

Annexe I Ordre du jour

Annexe II Liste des participants

Résumé

Informations sur la réunion

Le Comité directeur pour les droits humains (CDDH) a tenu une réunion extraordinaire à Strasbourg, du 13 au 15 janvier 2026, sous la présidence de Tonje MEINICH (Norvège). L'ordre du jour de la réunion figure en annexe.

Points pour information du Comité des Ministres

- Le CDDH a débuté la préparation d'éléments d'une déclaration politique réaffirmant l'obligation d'assurer la jouissance effective des droits et libertés garantis par la Convention européenne des droits de l'homme (la Convention) à toute personne relevant de la juridiction des États membres dans le contexte des défis contemporains posés à la fois par la migration irrégulière et par la situation des étrangers condamnés pour des infractions graves, tenant dûment compte en particulier de la responsabilité fondamentale des gouvernements d'assurer la sécurité nationale et la sûreté publique.
- Il a estimé que son rôle vise à fournir une base technique/juridique et factuelle pour les travaux politiques qui seront ensuite menés par le Comité des Ministres. Il a rappelé les délais très courts, en particulier pour le Comité des Ministres, et estimé qu'il doit s'efforcer de fournir des éléments concrets pouvant être inclus dans un projet de déclaration.
- Il a convenu des situations factuelles qu'il abordera, à savoir l'expulsion des ressortissants étrangers condamnés pour des infractions graves et l'extradition des ressortissants étrangers, y compris les questions relevant des articles 3 et 8 de la Convention ; l'instrumentalisation des migrations ; les arrivées massives de migrants par voie terrestre et maritime ; les solutions innovantes pour faire face à la migration et la prise de décision dans les affaires liées à la migration.
- Il a convenu d'une approche commune à adopter lors de l'examen de ces questions et de la présentation des résultats de ses discussions dans le document final.
- Il a convenu des dates de sa prochaine réunion et des méthodes à utiliser pour poursuivre les travaux avant la prochaine réunion.
- Il a convenu d'une politique de publication des commentaires et des contributions écrits.

RAPPORT DE RÉUNION

1. Le Comité directeur pour les droits humains (CDDH) a tenu une réunion extraordinaire à Strasbourg, du 13 au 15 janvier 2026, sous la présidence de Tonje MEINICH (Norvège) (voir la liste des participants à l'[Annexe II](#)).

POINT 1 : OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2. Gianluca ESPOSITO, Directeur général des droits humains et État de droit (DGI), souhaite la bienvenue aux participants et rappelle le contexte dans lequel s'inscrivent les travaux du CDDH, notamment la Conférence ministérielle informelle convoquée par le Secrétaire Général le 10 décembre 2025 et le mandat que le Comité des ministres a ensuite confié au CDDH.

3. Le CDDH adopte l'ordre du jour de la réunion tel qu'il figure à l'[Annexe I](#).

POINT 2 : ÉCHANGE DE VUES SUR LE MANDAT

4. Le CDDH procède à un échange de vues sur son mandat tel qu'il figure dans la décision des Délégués des Ministres sur le suivi de la Conférence ministérielle informelle.

5. Le CDDH examine le sens à donner à l'expression « éléments d'une déclaration politique ». Il estime que son rôle vise à fournir une base technique/juridique et factuelle pour les travaux politiques qui seront ensuite menés par le Comité des Ministres. Rappelant les délais très courts, en particulier pour le Comité des Ministres, le CDDH estime qu'il doit s'efforcer de fournir des éléments concrets pouvant être inclus dans un projet de déclaration.

POINT 3 : EXAMEN D'UN PROJET DE STRUCTURE

6. Le CDDH salue l'approche adoptée dans le document préparé par le Secrétariat (CDDH(2026)01), qui contient un éventuel « menu » d'éléments que le Comité des Ministres pourrait sélectionner. S'il n'est pas nécessaire de présenter les éléments sous la forme d'un projet de déclaration à proprement parler, il conviendrait cependant de structurer le document de manière à faciliter les travaux du Comité des Ministres.

7. Le CDDH estime que son document final devra être accompagné d'un texte explicatif sur les questions abordées, incluant des propositions de rédaction concrètes d'éléments dans la mesure du possible. Ces éléments pourraient s'inspirer, le cas échéant, de déclarations pertinentes antérieures et de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (la Cour).

8. Le CDDH convient que ses discussions devront suivre une approche en quatre étapes : premièrement, identifier les questions factuelles à aborder ; deuxièmement, décrire les problèmes juridiques liés à ces questions, en se référant à la Convention européenne des droits de l'homme (la Convention) et à la jurisprudence de la Cour le cas échéant ; troisièmement, définir la position collective en réponse à ces questions et quatrièmement, élaborer un langage spécifique pour exprimer la position collective. Il estime que ses discussions sur les étapes deux et trois pourront fournir des éléments pour le document explicatif, les discussions menées dans le cadre de la quatrième étape fournissant éventuellement des projets d'éléments pour la déclaration politique.

POINT 4 : DISCUSSION DES ÉVENTUELS ÉLÉMENTS D'UNE DÉCLARATION POLITIQUE

9. Le CDDH procède à un échange de vues sur les questions susceptibles d'être abordées dans la déclaration politique. Plusieurs membres saluent les éventuels éléments proposés dans le document CDDH(2026)01, qui constitue une base pour aborder des questions d'ordre plus général. Plusieurs membres mentionnent la déclaration commune présentée lors de la Conférence ministérielle informelle du 10 décembre 2025, qui avait été soutenue par 27 États membres.

10. Le CDDH convient qu'il pourrait aborder les points suivants : l'expulsion des ressortissants étrangers condamnés pour des infractions graves et l'extradition des ressortissants étrangers, y compris les questions relevant des articles 3 et 8 de la Convention ; l'instrumentalisation des migrations ; les arrivées massives de migrants par voie terrestre et maritime ; les solutions innovantes pour faire face à la migration ; et la prise de décision dans les affaires liées à la migration. Le CDDH souligne que son approche de ces questions doit être fondée sur le respect de l'indépendance et de l'intégrité de la Cour et de l'autorité des arrêts de la Cour, en évitant de donner l'impression de donner des instructions à la Cour.

11. À la suite d'un débat préliminaire sur ces points, les membres du CDDH sont invités à contribuer à la rédaction informelle, d'un avant-projet de texte sur les questions de l'instrumentalisation de la migration et des solutions innovantes pour traiter la migration. Le CDDH dans son ensemble examine ensuite le résultat du projet de texte et formule des propositions pour la poursuite de la rédaction.

POINT 5 : ORGANISATION DES TRAVAUX FUTURS

12. Le CDDH décide de tenir sa seconde réunion extraordinaire du 25 au 27 février 2026.

13. En ce qui concerne les méthodes de travail, le CDDH décide que le Secrétariat diffusera un avant-projet du document final d'ici le 30 janvier. Les membres et les participants sont encouragés à soumettre au Secrétariat toute contribution visant à la préparation de ces projets de textes, de manière informelle et bilatérale, dès que possible. La date limite pour soumettre des commentaires sur ce texte est fixée au 13 février.

14. Le CDDH tiendra une troisième réunion extraordinaire du 10 au 12 mars 2026 afin que le document final puisse être finalisé et transmis au Comité des Ministres avant la date limite du 22 mars 2026.

15. Les réunions de février et de mars se tiendront toutes deux sous forme hybride.

16. Le CDDH examine l'opportunité et les modalités de publication des commentaires écrits et les contributions des États, pour assurer un environnement approprié pour mener les négociations sur ces questions sensibles. Il convient que ces documents ne seront pas publiés sur le site internet du CDDH, mais seront distribués aux membres, aux observateurs et aux participants par courrier électronique uniquement. Cela implique que ces documents ne doivent pas être publiés sur d'autres sites internet ou par d'autres médias.

POINT 6 : QUESTIONS DIVERSES

17. Néant

POINT 7 : ADOPTION DU RAPPORT DE RÉUNION

18. Le CDDH adopte le rapport de la présente réunion.

* * *

Annexe I**Ordre du jour**

1: OPENING OF THE MEETING AND ADOPTION OF THE AGENDA	1 : OUVERTURE DE LA RÉUNION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
CDDH EXTRA(2026)OJ1	CDDH EXTRA(2026)OJ1
2: EXCHANGE OF VIEWS ON THE MANDATE	2 : ÉCHANGE DE VUES SUR LE MANDAT
Conclusions of the Informal Ministerial Conference (Strasbourg, 10 December 2025) CM/Del/Dec(2025)1546/4.3 – decisions of the Ministers' Deputies on follow-up to the Informal Ministerial Conference (Strasbourg, 10 December 2025)	Conclusions de la Conférence ministérielle informelle (Strasbourg, 10 décembre 2025) CM/Del/Dec(2025)1546/4.3 – décisions des Délégués des Ministres sur les suites à donner à la Conférence ministérielle informelle (Strasbourg, 10 décembre 2025)
3: EXAMINATION OF A DRAFT STRUCTURE	3 : EXAMEN D'UN PROJET DE STRUCTURE
CDDH(2026)02 – Draft structure for the document containing elements for a political declaration	CDDH(2026)02 – Projet de structure pour le document contenant des éléments d'une déclaration politique
4: DISCUSSION OF POSSIBLE ELEMENTS FOR A POLITICAL DECLARATION	4 : DISCUSSION DES ÉVENTUELS ÉLÉMENTS D'UNE DÉCLARATION POLITIQUE
CDDH(2026)01 – Possible issues for inclusion in a political declaration CDDH(2026)03 – Comments received in advance of the first CDDH extraordinary meeting	CDDH(2026)01 – Éventuelles questions à inclure dans une déclaration politique CDDH(2026)03 – Commentaires reçus avant la première réunion extraordinaire du CDDH
5: ORGANISATION OF FUTURE WORK	5 : ORGANISATION DES TRAVAUX FUTURS
6: OTHER BUSINESS	6 : QUESTIONS DIVERSES
7: ADOPTION OF THE MEETING REPORT	7 : ADOPTION DU RAPPORT DE RÉUNION
CDDH(2026)R_EXTRA – (Draft) Meeting Report	CDDH(2026)R_EXTRA – (Projet de) Rapport de réunion

Annexe II**Liste des participants****MEMBERS / MEMBRES**

ALBANIA / ALBANIE	<p>Brunilda KOÇO Deputy Permanent Representative of Albania to the Council of Europe</p> <p>Arlinda GJATA (online) State Advocate, Office for Legal Representation in Foreign Courts and International Arbitration Tribunals, State Advocates Office</p>
ANDORRA / ANDORRE	<p>Carlos PUENTE GALINDO Third Secretary, Department of International Legal Affairs and Human Resources, Ministry of Foreign Affairs, Edifici Administratiu, C/ Prat de la Creu, 62-64, Andorra la Vella Tel: +376 875 704</p>
ARMENIA / ARMÉNIE	<p>Roza ARAKELYAN (online) Legal Adviser of the Department of International Treaties and Law of the Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Nelly SAROYAN (online) Head of Department International Treaties and Law, Ministry of Foreign Affairs</p>
AUSTRIA / AUTRICHE	<p>Brigitte OHMS (online) Deputy Government Agent, Division for European and International Law, Human Rights Protection</p> <p>Valerie TROFAIER-LESKOVAR (online)</p>
AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN	<p>Ziya FATALIYEV Deputy Permanent Representative, Permanent Representation to the Council of Europe</p> <p>Elmin JAFAROV (online) Second Secretary, Department for Cooperation with International Human Rights Institutions, Ministry of Foreign Affairs</p>
BELGIUM / BELGIQUE	<p>Philippe WERY (online) Chef du Service des droits de l'homme, SPF Justice, Service des Droits de l'Homme</p> <p>Isabelle NIEDLISPACHER (online) Agent to the European Court of Human Rights for the Government of Belgium</p>
BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE	<p>Monika MIJIC (online) Acting Agent of the Council of Ministers, of Bosnia and Herzegovina before European Court of Human Rights</p>
BULGARIA / BULGARIE	<p>Atanas MLADENOV (online) Ambassador, Deputy to the Permanent Representative Permanent Representation of the Republic of Bulgaria to the Council of Europe</p>

CROATIA / CROATIE	Štefica STAŽNIK (online) Representative of the Republic of Croatia before the ECHR, Office of the Representative of the Republic of Croatia, before the European Court of Human Rights
CYPRUS / CHYPRE	Theodora CHRISTODOULIDOU (online) Senior Counsel, Law Office of the Republic of Cyprus
CZECHIA / TCHÉQUIE	Petr KONŮPKA Deputy Agent of the Government for the representation before the European Court of Human Rights, Ministry of Justice, Kateřina RADOVÁ Deputy Head of Litigation Unit, Office of the Government Agent, Ministry of Justice Nikola BURDOVÁ (online) Legal advisor, Office of the Government Agent, Ministry of Justice
DENMARK / DANEMARK	Nicolaj A. HEJBERG PETERSEN Ambassador for Conventions Thomas V. LYTKEN LARSEN Head of Secretariat Camilla KJÆRGAARD Deputy Head of Division, Ministry for Immigration and Integration Representative from the Ministry for Justice Nathalie MIELCHE SPOTTAG Chief Advisor, Ministry of Justice
ESTONIA / ESTONIE	Tim KOLK Agent du gouvernement estonien auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, ministère des Affaires étrangères
FINLAND / FINLANDE	Krista OINONEN Government Agent before the ECtHR, Director, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Ministry for Foreign Affairs Katja FOKIN Senior Specialist, Legal Affairs Unit for Human Rights Courts and Conventions Legal Service, Ministry for Foreign Affairs
FRANCE	Milène BLANCHARD Sous-directrice des droits de l'Homme, Direction des affaires juridiques, ministère de l'Europe et des affaires étrangères Christelle THOMAS Directrice adjointe, Direction des affaires juridiques, ministère de l'Europe et des affaires étrangères
GEORGIA / GÉORGIE	Nodar KHUROSHVILI (online) Legal Adviser at the Department of State Representation in International Courts, Ministry of Justice Salome SALUKVADZE (online)
GERMANY / ALLEMAGNE	Nicola WENZEL LL.M., Head of Unit IV C 1 (Human Rights), Government Agent before the European Court of Human Rights, Federal Ministry of Justice

	<p>Jule ANDERSEN Legal Officer, Unit IV C 1 (Human Rights), Federal Ministry of Justice</p> <p>Nicolas HARTMANN (online) Legal advisor, Unit MII1, Federal Ministry of the Interior</p>
GREECE / GRÈCE	<p>Elias KASTANAS Senior Legal Counselor, Legal Department, Public International Law Section, Hellenic Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Nicolas SIGALAS Ambassadeur, Représentant permanent</p> <p>Spyridon Heracles AKTYPIS (online) Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Greece</p> <p>Alexios ZACHILAS (online) Conseiller juridique</p>
HUNGARY / HONGRIE	<p>Zoltan TALLODI Government Agent before the ECtHR, Ministry of Justice, Department of International Criminal Law and Office of the Agent before ECHR</p>
ICELAND / ISLANDE	<p>Ingunn MARKÚSDÓTTIR Lawyer, Ministry of Justice</p> <p>Ragna BJARNADÓTTIR Director General of the Department of International Affairs at the Ministry of Justice</p>
IRELAND / IRLANDE	<p>Darina FLYNN Government Agent before the European Court of Human Rights, Assistant Legal Adviser, Department of Foreign Affairs and Trade</p> <p>Róisín Elizabeth COWAN Department of Justice, Home Affairs and Migration</p>
ITALY / ITALIE	<p>Roberto MARTINI Ambassadeur Représentation permanente de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe</p>
LATVIA / LETTONIE	<p>Elīna Luīze VĪTOLA (online) Government Agent of Latvia before International Human Rights Institutions, Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Jekaterina TUĻINA Permanent representation of Latvia to the Council of Europe</p>
LIECHTENSTEIN	<p>Domenik WANGER (online) Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary Permanent Representative of the Principality of Liechtenstein to the Council of Europe</p> <p>Helen LOREZ-SCHWEIG Counsellor Deputy Permanent Representative, Permanent Representation of the Principality of Liechtenstein to the Council of Europe</p>

LITHUANIA / LITUANIE	Lina URBAITĖ Senior Advisor of the Legal Representation Group of the Ministry of Justice
LUXEMBOURG	Anne GOSSET Responsable du service droits humains – Ministère de la Justice Cindy COUTINHO
MALTA / MALTE	Christopher SOLER (online) State Advocate and Government Agent
REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	Doina MAIMESCU (online) Head of the Government Agent Department of the Ministry of Justice
MONACO	Raphaël SIMIAN (online) Adjoint au Directeur des Affaires juridiques, Agent du Gouvernement auprès de la CEDH
MONTENEGRO / MONTÉNÉGRO	Mirko ĐUKOVIĆ (online) Agent before the European Court of Human Rights
NETHERLANDS / PAYS-BAS	Babette KOOPMAN Government Agent before the EctHR, Ministry of Foreign Affairs
NORTH MACEDONIA / MACÉDOINE DU NORD	Elena BODEVA (online) Head of Unit - Directorate for Multilateral Relations, Ministry of Foreign Affairs
NORWAY / NORVÈGE	Tonje MEINICH Deputy Director General, Legislation Department, Ministry of Justice and Public Security, Chairperson of the CDDH and "46+1 Group Tonje RUUD Legal adviser, Ministry of Justice and Public Security, Legislation department Karoline HALVORSEN GAMRE Ministry adviser, Ministry of Justice and Public Security, Migration department Kathrine Lund BRINCH (online) Ministry adviser, Ministry of Justice and Public Security Migration department Helle FALKENBERG (online)
POLAND / POLOGNE	Paweł WIERDAK Agent of the Government of Poland before the ECtHR, Deputy Director, Legal and Treaty Department, Ministry of Foreign Affairs Katarzyna GAŁKA (online) Legal and Treaty Department, Ministry of Foreign Affairs Agata ROGALSKA-PIECHOTA (online) Co-Agent of the Government of Poland before the ECtHR, Head of Criminal Proceedings Division, Legal and Treaty Department, Ministry of Foreign Affairs

PORTUGAL	<p>Helena LEITÃO Procureure générale adjointe, Agente du Gouvernement du Portugal auprès de la Cour</p> <p>Natália CAMPBELL Deputy PR and Legal Advisor</p>
ROMANIA / ROUMANIE	<p>Oana-Florentina EZER Government Agent for the ECHR, Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Adriana-Mihaela BĂRBIERU Co-agent before the European Court of Human Rights, Deputy to the Permanent Representative</p> <p>Elisabeta Maria DAVID (online) Director general for Human Rights and International Organizations, Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Florin TOMA (online) Ministry of Internal Affairs, Department for European Affairs and International Relations</p>
SAN MARINO / SAINT MARIN	<p>Ilaria SALICIONI (online) Ministre Plénipotentiaire, Département du ministère des Affaires Etrangères</p> <p>Filippo PANZAVOLTA (online)</p>
SERBIA / SERBIE	<p>Zorana JADRIJEVIĆ MLADAR (online) State Attorney Deputy Government Agent of the Republic of Serbia before the ECHR, The State Attorney's Office, The Agency Department before the European Court of Human Rights</p>
SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	<p>Miroslava BÁLINTOVÁ Government Agent before the ECHR, Ministry of Justice</p>
SLOVENIA / SLOVÉNIE	<p>Matija VIDMAR Adjoint à la Représentante Permanente, Représentation permanente de la Slovénie auprès du Conseil de l'Europe</p>
SPAIN / ESPAGNE	<p>Francisco SANZ Agent du Gouvernement auprès de la CEDH, Service juridique des Droits de l'Homme, ministère de la Présidence, Justice et relations avec le Parlement</p> <p>Alfonso BREZMES (online) Agent before the ECtHR, Head of the Human Rights Area of the Constitutional Law & Human Rights Department, Ministry of Justice</p>
SWEDEN / SUÈDE	<p>Fredrik BERGIUS Deputy Director, Department for International Law and Human Rights, Ministry for Foreign Affairs</p> <p>Ivar MELLGREN (online) Desk Officer, Department for International Law and Human Rights, Ministry for Foreign Affairs</p>
SWITZERLAND / SUISSE	<p>Xavier-Baptiste RUEDIN Agent du Gouvernement auprès de la CEDH, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ Représentation de la Suisse devant la Cour européenne des droits de l'homme, le CAT, le CEDR, le CEDEF et le CDE</p>

TÜRKIYE	<p>Vedia SİRMEN Adjoint au Représentant Permanent, Représentation Permanente de Türkiye auprès du Conseil de l'Europe</p> <p>Ayşen EMÜLER Experte Juridique, ministère des Affaires Etrangères, Représentation Permanente de Türkiye auprès du Conseil de l'Europe</p>
UKRAINE	<p>Liudmyla PROTASENKO (online) Adjointe au Représentant permanent de l'Ukraine auprès du Conseil de l'Europe</p>
UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI	<p>Ahila SORNARAJAH Agent for the United Kingdom / Deputy Director, Legal, Foreign, Commonwealth and Development Office</p> <p>Rob LINHAM Deputy Director – Rights and Public Law, Ministry of Justice</p>

PARTICIPANTS

PARLIAMENTARY ASSEMBLY / ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE	<p>Titus CORLĂȚEAN Senator, member of PACE</p> <p>Guillem CANO-PALOMARES Head of Secretariat of the Committee on Legal Affairs and Human Rights - Committee on the Election of Judges to the European Court of Human Rights Secretariat / <i>Chef du Secrétariat de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme - Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme</i></p> <p>George STAFFORD Secretary / <i>Secrétaire</i>, Committee on Legal Affairs and Human Rights / <i>Commission des questions juridiques et des droits de l'homme</i></p> <p>Tanja KLEINSORGE (online) Head of the secretariat of the Committee on Migration, International Protection & Economic Co-operation / <i>Chef du Secrétariat de la Commission des migrations, de la protection internationale & de la coopération économique</i></p> <p>Marc MONTANY DAUFI Secretary / <i>Secrétaire</i>, Committee on Migration, International Protection & Economic Co-operation / <i>Commission des migrations, de la protection internationale & de la coopération économique</i></p>
PRIVATE OFFICE OF THE SECRETARY GENERAL AND THE DEPUTY SECRETARY GENERAL / CABINET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT	<p>Kresimir KAMBER Adviser / Conseiller</p>
	Abel CAMPOS

<p>EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS / COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME</p>	<p>Deputy Registrar of the European Court of Human Rights / <i>Greffier adjoint de la Cour européenne des droits de l'homme</i></p> <p>Mehveç BINGÖLLÜ Head of the Filtering and Working Methods Department / Head of the Rule 39 Unit / <i>Cheffe du Département du filtrage et des méthodes de travail / Cheffe de l'Unité article 39</i></p>
<p>OFFICE OF THE COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS / BUREAU DU COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME</p>	<p>Matthieu BIRKER Adviser / Conseiller</p> <p>Christian MOMMERS Adviser / Conseiller</p> <p>Evrin Efsun KIZILAY (online) Adviser / Conseillère</p>
<p>CONFERENCE OF INGOs OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFÉRENCE DES ONG DU CONSEIL DE L'EUROPE</p>	<p>Simon MATTHIJSEN (online) Standing Committee conference of INGOs at the Council of Europe</p> <p>Ciaran John KING Member of the Standing Committee of the Conference of INGOs, Conference of INGOs representative to the CDDH</p>
<p>EUROPEAN COMMITTEE FOR THE PREVENTION OF TORTURE AND INHUMAN OR DEGRADING TREATMENT OR PUNISHMENT / COMITÉ EUROPÉEN POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE ET DES PEINES OU TRAITEMENTS INHUMAINS OU DÉGRADANTS (CPT)</p>	<p>Francesca GORDON</p> <p>Sébastien RIETZ</p>
<p>ADVISORY COUNCIL ON YOUTH / CONSEIL CONSULTATIF SUR LA JEUNESSE</p>	<p>Nina GRMUSA (online) Chair of the Advisory Council on Youth Directorate for Democracy - Direction de la Démocratie Council of Europe - Conseil de l'Europe</p> <p>Marius SCHLATEGER (online) Policy Advisor - Conseiller en politique, Secretary to the Advisory Council on Youth / <i>Secrétaire du Conseil consultatif sur la jeunesse</i> Directorate for Democracy - Direction de la Démocratie Council of Europe</p>
<p>DIRECTORATE OF LEGAL ADVICE AND PUBLIC INTERNATIONAL LAW / DIRECTION DU CONSEIL JURIDIQUE ET DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC DLAPIL</p>	<p>Lucia BURILLO Directorate of Legal Advice and Public International Law Public International Law Division and Treaty Office / Direction du conseil juridique et du droit international public Division du Droit international public et Bureau des Traités</p>
<p>DEPARTMENT FOR THE IMPLEMENTATION OF HUMAN RIGHTS, JUSTICE AND LEGAL CO-OPERATION STANDARDS /</p>	<p>Theodora KRISTOFORI Project Coordinator</p>

<i>SERVICE POUR LA MISE EN OEUVRE DES DROITS HUMAINS, DE LA JUSTICE ET DES NORMES DE COOPÉRATION JURIDIQUE</i> DGI	
HOLY SEE / SAINT-SIÈGE	Christine JEANGÉY (online) Officiel, Chargée des Droits de l'Homme et du Droit Humanitaire, Dicastère pour le service du développement humain intégral
EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE	Dora SCHAFFRIN Deputy Head of Delegation Maria COUTINHO Policy Coordinator, Secretariat-General, European Commission
EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS / L'AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX (FRA)	Tamar MOLNAR (online) Projet Officer Justice, Digital and Migration Unit

OBSERVERS / OBSERVATEURS

UNHCR	Christine GOYER (online) Senior Protection and Solutions Coordinator, Regional Bureau for Europe, Geneva / Coordinatrice principale pour la protection et les solutions, Bureau régional du HCR pour l'Europe Jutta SEIDEL (online) Senior Legal Associate, UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg / Associée juridique principale, Représentation du HCR auprès des Institutions Européennes à Strasbourg
EUROPEAN NETWORK OF NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS / LE RÉSEAU EUROPÉEN DES INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME (ENNHRI)	Debbie KOHNER Secretary General Sara ROMMES Roisin PILLAY (online)
AMNESTY INTERNATIONAL	Rita PATRICIO Senior Executive Officer for the Council of Europe, Amnesty International Adriana TIDONA Researcher on migration for our Europe Regional office

COUNCIL OF BARS AND LAW SOCIETIES OF EUROPE (CCBE) / CONSEIL DES BARREAUX EUROPEENS (CCBE)	Anna SMOLINSKA (online) Senior Legal Advisor / <i>Conseillère juridique senior</i> Piers GARDNER (online) Lawyer, CCBE Delegation to the Court in Strasbourg
INTERNATIONAL COMMISSION OF JURISTS / COMMISSION INTERNATIONALE DE JURISTES – ICJ	Karolína BABICKÁ (online) Senior Legal Adviser Europe and Central Asia Programme
EUROPEAN TRADE UNION CONFEDERATION / CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS	Stefan CLAUWAERT (online) Senior Legal and Human Rights Advisor Klaus LÖRCHER (online) Former ETUC Legal and Human Rights advisor and also former representative of ETUC on the CDDH

SECRETARIAT / SECRÉTARIAT

Directorate General Human Rights and Rule of Law / Direction générale Droits humains et État de droit (DG I)	
	Gianluca ESPOSITO Director General / <i>Directeur général</i>
	Clare OVEY (online) Director / <i>Directrice</i>
	Daniele CANGEMI Head of the Human Rights, Justice and Legal Co-operation Standard-settings activities Department / <i>Chef du Service des activités normatives en matière de droits humains, justice et coopération juridique</i>
Human Rights Intergovernmental Co-operation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits humains	
	David MILNER Head of Division, Secretary of the CDDH / <i>Chef de Division, Secrétaire du CDDH</i>
	Elvana THACI Head of the Tromsø Convention Unit / <i>Chef de l'Unité Convention de Tromsø</i>
	Vera MANUELLO Administrator / <i>Administratrice</i> , Secretary of the Drafting Group on the eradication of impunity for serious human rights violations and of the Drafting Group on Save third Country Concept (CDDH-PTS) / <i>Secrétaire du Groupe de rédaction sur l'élimination de l'impunité pour les violations graves des droits humains (CDDH-ELI) et du Groupe de rédaction sur la notion de pays tiers sûr (CDDH-PTS)</i>

	Eilis BRENNAN Assistant Lawyer, Tromsø Convention Unit / <i>Juriste assistante,</i> <i>Unité Convention de Tromsø</i>
	Corinne GAVRILOVIC Administrative assistant / <i>Assistante administrative</i>
	Céline DEWAELE Assistant / <i>Assistante</i>

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

DEVICTOR Gregoire	TILDEN Luke	CHENETIER Chloé
--------------------------	--------------------	------------------------